



tic&société

Vol. 5, n°2-3 | 2e sem. 2011 / 1er sem. 2012
Les TICs dans les pays des Suds

« Parabolisation » et logiques des acteurs en Tunisie : Entre le jeu des publics et des pouvoirs publics

Aida Fitouri



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ticetsociete/1106>
DOI : 10.4000/ticetsociete.1106

Éditeur

Association ARTIC

Référence électronique

Aida Fitouri, « « Parabolisation » et logiques des acteurs en Tunisie : Entre le jeu des publics et des pouvoirs publics », *tic&société* [En ligne], Vol. 5, n°2-3 | 2e sem. 2011 / 1er sem. 2012, mis en ligne le 19 juin 2012, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ticetsociete/1106> ; DOI : 10.4000/ticetsociete.1106

Licence Creative Commons

« Parabolisation » et logiques des acteurs en Tunisie : entre le jeu des publics et des pouvoirs publics

Aida FITOURI

Maitre assistant

Emirat College of Technology departement de Mass communication

Millennium Tower,

Sheikh Hamdan Street,

P. O. Box: 41009,

Abu Dhabi,

United Arab Emirates

aydafitouri@yahoo.fr

Aida Fitouri est docteur en sciences de l'information et de la communication. Elle a soutenu en décembre 2008 sa thèse portant sur les « usages de la télévision par satellite en Tunisie et le renouvellement des enjeux », sous la direction de Bernard Miège au GRESEC (Groupe de recherches sur les enjeux de la communication), université Stendhal Grenoble III. Ses travaux de recherche portent sur l'analyse des rapports entre technologies et société et sur les stratégies des acteurs. Actuellement elle est maitre assistant aux Emirats College of Technology aux E.A.U.

« Parabolisation » et logiques des acteurs en Tunisie : entre le jeu des publics et des pouvoirs publics

Résumé

L'introduction de la télévision par satellite en Tunisie a suscité un engouement remarquable chez les téléspectateurs. Elle a conduit à une « parabolisation » massive des foyers, formant ainsi un véritable phénomène de société qui figure parmi les mutations dominant la fin du dernier millénaire. Cet article examine de près les différentes logiques des acteurs en présence. Il vise plus précisément, en adoptant une perspective pragmatique, la contextualisation du phénomène « parabole » en Tunisie en y incluant les dimensions historique, juridico-politique et socioculturelle. En d'autres termes, au-delà d'une vision fonctionnelle de la parabole en terme de communication, l'objectif de cet article est d'analyser comment les différents acteurs ici en jeu investissent cette technologie de significations et de représentations et comment ils traduisent leurs représentations et leurs intérêts à travers des stratégies et des logiques qui les impliquent à des degrés divers, tantôt dans des confrontations directes, tantôt dans des relations tactiques, tantôt encore dans des alliances implicites.

Mots clés : Tunisie, parabole, logique des acteurs, État, public, représentation, appropriation.

Abstract

The launching of the television programs via satellite in Tunisia has had a remarkable impact on viewers. It led to a massive "satellite broadcasting" throughout almost every home. Thus, a new social phenomenon has emerged among the predominant changes that marked the end of the millennium. Thus, this article deals with the different approaches and attitudes of the actors. It aims more precisely, by adopting a pragmatic perspective, at the contextualization of the parable phenomenon in Tunisia by including the historical, jurido-political and socio-cultural dimensions there. In other words, beyond a functional vision of the parable in terms of communication, the objective of this paper is to analyze how various

actors invest and use this effective and significant technology that is also representative and how they vehicle their interests and their representations through strategies and through ideals which drive them either to direct confrontations, or to tactical relations, or even to implicit alliances.

Keywords: parable, logic of the actors, State, publics, representations, appropriation.

Resumen

La introducción de la televisión por satélite en Túnez generó un notable entusiasmo entre los tele-espectadores. Esto condujo a una "parabolización" masiva en los hogares, formando así un fenómeno social que se encuentra entre las mutaciones dominantes del fin del último milenio. Este artículo examina muy de cerca los diferentes enfoques de los actores. Este trabajo tiene como objetivos principal, adoptando una perspectiva pragmática, la contextualización del fenómeno 'Parabola' en Túnez y en incluir los contextos históricos, jurídico-políticos y socio-culturales. En otras palabras, más allá de una visión funcional de la antena parabólica en términos de comunicación, el objetivo de este artículo es el analizar como los diferentes actores invierten en esta tecnología, comentar su significado y su representación y como se traducen en experiencias e intereses a través de enfoques y estrategias a diversos niveles, en ocasiones en confrontaciones directas otras en relaciones tácticas e incluso en alianzas implícitas.

Palabras clave: plato, enfoque de los actores, el estado, la sociedad, representaciones, la apropiación.

Introduction

En Tunisie, comme dans la plupart des pays du Sud, le discours dominant véhicule une approche empreinte de déterminisme technologique et met systématiquement en avant le déploiement des technologies de l'information et de la communication au service du développement humain. Dans ces pays, les rapports entre technologie et société - celle-ci représentée par ses différents acteurs - constituent une question fondamentale, question que nous abordons dans cet article à partir du phénomène « parabole » en Tunisie pendant la période allant du début des années 1990 au milieu des années 2000, soit depuis son apparition en Tunisie jusqu'à sa banalisation en passant par sa généralisation. Avec le recul du temps, il semble difficile de ne pas analyser ce phénomène comme des plus complexes et des plus délicats de l'intégration d'une technologie de la communication dans un pays du Sud. Outre sa complexité, ledit phénomène montre que cette intégration a été un processus doublement paradoxal¹. Un premier paradoxe vient des représentations qui animent les deux acteurs centraux (l'État et les publics) et des logiques qui en découlent. Le deuxième paradoxe apparaît dans les logiques mêmes de l'État qui, d'un côté, a essayé de garder mainmise sur l'audiovisuel, et, de l'autre côté, a opéré une ouverture du secteur. À l'évidence, toutes ces contradictions font émerger des questionnements autour de l'insertion et de l'appropriation d'une technologie dans une société donnée et autour des différentes logiques qui animent les acteurs ; quelles sont les finalités de ces logiques, leur raison d'être, leurs apports et leurs limites. Dans ce sens, la Tunisie offre un terrain d'observation privilégié pour explorer ces questionnements car les logiques des différents acteurs, de même que les représentations faites de ces technologies, s'expriment avec un décalage et une tension particulière dans un contexte audiovisuel en pleine mutation.

S'informer sur l'insertion de la parabole en Tunisie et sur son appropriation sociale n'est toutefois pas chose aisée, alors même que la question des technologies de l'information et de la communication sature les discours politiques et sociaux. Hormis quelques recherches isolées, des articles qui font mention d'exemples d'usages rapidement commentés ou des données quantitatives de mesure d'audience fournies par des principaux bureaux

¹ Nous empruntons à Riadh Ferjani la notion de « paradoxe » qu'il a utilisée pour qualifier la configuration de l'espace télévisuel tunisien telle qu'elle apparaissait depuis le début des années 1990. [FERJANI R., 2003],

d'études en Tunisie (Sigma Conseil et Média Scan), les monographies détaillées relatives à cette question sont, à notre connaissance, encore rares².

Afin de répondre à notre objectif de recherche, nous aborderons les principales politiques adoptées par les pouvoirs publics à travers la recherche documentaire qui portera, en partie, sur les textes de loi relatifs à la réglementation de la parabole en Tunisie.

Deux logiques caractérisent ces politiques : la première est orientée vers les usagers et se traduit par un ensemble de mesures visant l'autorisation, la limitation, voire l'interdiction des équipements. D'un point de vue chronologique, nous pouvons la situer dans la décennie 1990. La deuxième est marquée par l'abandon progressif de ces mesures et l'orientation vers le secteur audiovisuel lui-même en vue de sa restructuration et de son ouverture. Nous analyserons ensuite les logiques d'appropriation de la parabole par les publics tunisiens à partir des principales tendances révélées par une enquête par questionnaire réalisée à Tunis dans le cadre de notre thèse de troisième cycle³. Ces résultats ne seront pas énoncés en termes de statistiques mais plutôt en termes de tendances générales, livrant ainsi quelques éclairages sur l'appropriation de la parabole par les usagers ainsi que les représentations que ces derniers lui associent.

Mais avant d'en venir au phénomène « parabole », il nous faut expliciter, même brièvement, deux notions clés sur lesquelles repose notre analyse : la notion de « logiques sociales » et celle de « représentations sociales ».

² Peu de chercheurs travaillent en effet sur cette question, les plus connus sont R. Ferjani, L. Chouikha, R Najar.

³ Une enquête par questionnaire conduite en 2006 à travers 4 gouvernorats (Tunis, Ariana, Ben Arous, Manouba) qui abritent le quart de la population tunisienne, sur un échantillon de 120 personnes équipées de matériel de réception parabolique. L'échantillon a été construit de manière à obtenir des profils différenciés par l'âge, le sexe, le milieu d'origine, le niveau d'études, l'activité et respectait plus ou moins les proportions de ces catégories dans la population réelle. Les candidats ont été rencontrés dans des lieux bien précis : cafés, universités, bibliothèques, entrées de gares, centres commerciaux, foyers. Le questionnaire, composé en majorité de questions fermées, mais aussi de questions ouvertes soumises à une analyse de contenu, visait à collecter des informations sur l'équipement des ménages en matériel de réception télévisuelle (parabole et appareil récepteur de télévision), sur la décision et les motivations d'achat de la parabole, le choix des chaînes et des programmes télévisuels, la durée quotidienne d'écoute de Tunisie 7 et des autres chaînes sélectionnées, les pratiques d'audience et le rapport à la parabole.

1. Les logiques sociales des acteurs comme cadre d'analyse

D'une manière générale, la pénétration d'une nouvelle technologie dans une société donnée s'analyse entre les jeux des publics (populations qui réalisent l'acte d'achat des matériels et qui s'approprient ces technologies) et des pouvoirs publics (qui créent des conditions plus ou moins favorables à cette dynamique). La notion de logiques sociales s'avère ainsi pertinente pour mieux comprendre les phénomènes sociaux liés à l'usage des technologies de l'information et de la communication - ici nous entendons l'usage comme « l'utilisation d'un média ou d'une technologie, repérable et analysable à travers des pratiques et des représentations spécifiques » [Millerand, 1998].

Dans un court texte publié en 1982 et intitulé « Comment les nouvelles technologies vont-elles changer les rapports sociaux ? », Yves de la Haye y avait esquissé un modèle d'analyse construit sur la dynamique des interactions entre quatre logiques sociales identifiées alors comme la logique d'État, la logique marchande, la logique des mouvements sociaux et culturels et, enfin, une logique issue de la sociabilité [De La Haye, 1982].

Dans cet article, nous retiendrons trois grandes logiques inhérentes à la dialectique d'action et d'interaction entre les acteurs sociaux identifiés, afin de définir un cadre opérationnel d'analyse du phénomène « parabole » en Tunisie :

- une logique d'État qui, à travers ses multiples appareils de communication, cherche à produire du consentement, élargir ses bases d'appui, ajuster son hégémonie ;
- une logique de mouvements sociaux et culturels pour lesquels l'information et la communication sont avant tout des instruments de lutte, ou de prise de conscience, de cohésion, d'identité ou d'affranchissement ;
- dans une moindre mesure, nous serons amenés à évoquer la logique marchande, caractérisée par un but de conditionner, de distribuer et de vendre des produits informatiques.

Uniquement trois logiques plutôt que quatre puisque, après analyse, ces trois logiques apparaissent, des points de vue historique et géopolitique, davantage visibles et décisives dans la définition et l'interprétation de l'appropriation et des usages sociaux d'une technologie dans une société donnée.

2. Représentation et imaginaire de la parabole comme paradigme pour la compréhension des logiques d'appropriation sociales des acteurs

Quelles représentations se font les différents acteurs sociaux de la parabole ? À quel point ces représentations et cet imaginaire peuvent-ils traduire leurs pratiques et leurs logiques ?

Comprendre le statut d'une technologie revient à saisir ce qu'elle représente pour les usagers et pour les principaux acteurs concernés dès lors que cette technologie vient s'inscrire dans le contexte de la vie quotidienne qui désigne un niveau de réalité (entre autres symbolique) et un système de pratiques.

Selon Pierre Legendre, « *l'homme symbolise comme il respire* ». Impossible donc de dissocier des technologies de l'imaginaire qu'on leur associe et qu'on associe à leurs usages potentiels. Dans ce sens, l'imaginaire peut être entendu comme un ensemble de représentations sociales bijectives : à la fois du réel transformé en représentation et la réalisation de représentations sociales ou individuelles [Musso, 2009]. Le sociologue Gilbert Durand le définit comme « *ce connecteur obligé par lequel se constitue toute représentation humaine* » [Durand, 1994]. Aux objets techniques et aux pratiques sociales sont donc associés des imaginaires : c'est l'entremêlement des deux qui structure les usages de la technologie mais qui, dans une large mesure, définit les logiques des acteurs sociaux à son égard. Or, les TIC sont surchargées de signes et de significations. Nous montrerons ainsi que l'appropriation de la parabole dans la société tunisienne est sous-tendue par des représentations et des métaphores indissociables de cette technologie.

2. Pouvoirs publics, les logiques de l'ambivalence

Le potentiel de la radiodiffusion en termes de propagande ou d'intérêt stratégique, voire impérialiste, avait déjà été démontré il y a longtemps par la diffusion de programmes radio à ondes courtes qui, en traversant les frontières, avait aussi mis en exergue « *un conflit potentiel entre le principe de souveraineté et celui de liberté d'expression* » [Sakr, 2001]. La transmission des messages et des données à travers la télévision par satellite a intensifié et développé ces contradictions et ces conflits. Elle a permis aux téléspectateurs équipés d'une antenne parabolique d'accéder à un grand nombre de programmes télévisuels directement, sans que ces derniers soient passés au crible d'une instance de contrôle dans les pays de réception. Face à cette

« Parabolisation » et logiques des acteurs en Tunisie :
entre le jeu des publics et des pouvoirs publics

situation opposant, d'un côté, principe du droit à l'information et sa libre circulation et, de l'autre, souveraineté de l'État et crainte d'une ingérence dans ses affaires intérieures à travers les diverses formes de propagande et d'influence des médias internationaux, les logiques des pouvoirs publics tunisiens vis-à-vis du phénomène « parabole » étaient contradictoires. Elles variaient dans le temps et selon le contexte sociopolitique et économique du moment. Une première logique que nous qualifions de *coercitive* s'est traduite principalement par l'intervention législative visant à limiter l'équipement des usagers en antennes paraboliques. Une seconde logique, d'esprit quelque peu libérale, affichait ostensiblement une volonté de restructurer le secteur de l'audiovisuel.

2.1 *Règlementation juridique et attitudes ambivalentes*

En élargissant notre terrain d'observation au Maroc et à l'Algérie, on relève que, bien que comparable aux autres sociétés maghrébines, la Tunisie est aussi un exemple extrême des tensions entre les logiques de l'État et celles des usagers concernant la question de la parabole. À titre d'exemple, en Algérie, les pouvoirs publics ont considéré qu'il s'agissait finalement d'un outil utile de lutte contre la propagation de l'islamisme. Le gouvernement, qui a laissé faire⁴, s'est abstenu de toute réglementation en la matière [Madani, 1995]. Par ailleurs, l'accessibilité du matériel de réception, grâce au phénomène « *trabendo* »⁵, a largement favorisé et accéléré la « parabolisation » des foyers algériens. Au Maroc, c'est le Palais royal qui a enclenché le mouvement, en installant, pour la consommation privée de la famille régnante, des équipements puissants permettant, dans un rayon de quelques dizaines de kilomètres, de recevoir les signaux avec une simple antenne UHF. L'administration, de son côté, n'a pas essayé de faire obstacle à l'entrée des démodulateurs et s'est abstenue de soumettre l'achat d'antennes paraboliques à une déclaration préalable et à une taxe de 480 euros, comme requis par un décret gouvernemental. Ce décret fut abrogé par la Cour suprême en 1992 à la suite d'un mouvement mené par les avocats marocains alléguant que la mesure allait contre la constitution qui

⁴ Le mouvement social revendicatif de 1988 a accéléré le rythme d'acquisition de moyens de réception par satellites. Ce phénomène, appelé « parabolisation », reposait sur une équipe qui importait le matériel et une autre qui l'installait et le diffusait.

⁵ Mot né dans l'Ouest algérien et qui est tiré de « contrebande ». Plus qu'un simple phénomène social, le *trabendo* est un puissant soubassement socio-économique de toute la société algérienne, une véritable institution économiquement structurée, socialement hiérarchisée, génératrice d'immenses profits et pourvoyeuse de centaines de milliers d'emplois directs et indirects.

garantit le droit de l'information et qu'elle portait atteinte aux droits des citoyens. Le roi Hassan II lui-même prit position contre ledit décret, se définissant comme un homme libéral qui défend le droit à la libre circulation des images et de l'information [Leal-Adghirni, 1996].

En Tunisie, la manière dont les pouvoirs publics ont appréhendé la parabole reflétait leurs intentions de limiter sa pénétration dans le pays. Leurs réactions se sont traduites par une intervention législative visant à autoriser, limiter ou interdire la vente de matériels au gré de textes réglementaires ou de simples instructions adressées aux services des douanes, de la police et aux commerçants. Le texte de loi publié le 15 janvier 1988⁶ affichait clairement l'objectif de ralentir, de contrôler et de taxer l'équipement en antennes paraboliques. Il a soumis les premiers arrivages de stations à une autorisation et à un paiement annuel d'une redevance de 120 DT⁷ plus 20 DT par récepteur supplémentaire. Les deuxièmes stations, par contre, furent soumises à une simple déclaration auprès du ministère des Communications lors de l'installation, mais assujetties à une redevance « forfaitaire » de 60 DT, payable en une seule fois lors de l'acquisition des équipements. Avec les taxes ajoutées au prix d'installation qui oscillaient entre 2 000 et 3 000 DT, la parabole était devenue *de facto* un luxe réservé aux plus riches. La même loi interdisait par ailleurs toute importation ou commercialisation de ces matériels. Elle est restée cependant sans application et a été modifiée par une nouvelle loi⁸ qui a mis en œuvre un nouveau dispositif de nature à freiner remarquablement l'équipement des foyers et à le limiter, objectivement, aux strates sociales les plus aisées.

Trois principales mesures y étaient engagées (articles 5, 11, 12) :

1) l'équipement est soumis à l'autorisation du ministère de la Communication et du maire de la commune de résidence alors qu'il n'était auparavant subordonné qu'à une simple déclaration au ministère chargé des Communications ;

2) une taxe annuelle versée à l'avance et en une seule fois est imposée sur toute installation d'antenne parabolique individuelle ou collective ;

3) la réception satellitaire est interdite dans les lieux publics, cafés, restaurants, clubs, centres culturels nationaux et étrangers, à l'exception des hôtels de tourisme, dont même les plus modestes sont déjà équipés. Ce dispositif visait à favoriser les installations collectives au détriment des

⁶ Loi n°88-1 du 15 janvier 1988 relative aux stations terriennes individuelles ou collectives pour la réception des programmes par satellite, JORT, n°6, p.82.

⁷ 1 dinar tunisien équivaut à peu près à 1.8 euro.

⁸ Loi organique n°95-71 du 24 juillet 1995, JORT, n°61, p.1611.

« Parabolisation » et logiques des acteurs en Tunisie :
entre le jeu des publics et des pouvoirs publics

équipements individuels. Ceci ressort des dispositions du décret du 16 octobre 1995⁹ qui a fixé les redevances d'agrément et d'homologation ainsi que les redevances d'utilisation des antennes de réception des programmes par satellite. Le montant des redevances d'utilisation variait selon le type et le lieu d'installation. Les installations individuelles étaient soumises à une redevance annuelle variant entre 20 DT pour une antenne installée sur le toit et 100 DT pour une antenne installée dans le jardin alors que l'équipement collectif était subordonné à une taxe annuelle collective de 150 DT pour une première antenne installée sur le toit. Or, le parc mis en activité jusqu'alors était constitué en grande partie d'antennes de type individuel, les équipements collectifs ne desservant que de petits immeubles.

Cette tendance à s'équiper d'antennes individuelles trouve sa justification dans des raisons de liberté de choix et d'indépendance chez une grande partie de la population interrogée lors de notre enquête : « *Je préfère choisir en toute liberté les chaînes de télévision que je vais regarder. Je ne veux pas dépendre du reste des habitants de l'immeuble* », nous a confié un des habitants d'un immeuble de la capitale. Passant outre ces restrictions, l'importance du marché parallèle des antennes paraboliques et les ruses de toutes sortes auxquelles recourraient les usagers pour s'équiper d'une antenne ont rendu le contrôle auprès des utilisateurs impossible à effectuer. En 1997, cette réglementation est tombée en désuétude et les Tunisiens ont pu combler le retard pris sur leurs voisins algériens et marocains. Néanmoins, il a fallu attendre 10 ans pour que les taxes annuelles soient supprimées¹⁰.

2.2.Démonopolisation ou monopolisation « liftée » ?

La deuxième logique vise à redéployer tout le secteur audiovisuel tunisien et relève, elle aussi, d'un grand paradoxe.

D'un côté, l'État a essayé de renforcer son contrôle sur la communication audiovisuelle à travers la création, dans les années 1990, d'organismes en

⁹ Décret n°95-2035 du 16 octobre 1995 fixant les redevances d'agrément et d'homologation ainsi que les redevances d'utilisation des antennes de réception des programmes de télévision par satellites et les redevances d'exploitation des réseaux de distribution des programmes de télévision par câble, JORT, n°85, p.2007.

¹⁰ Loi organique n°2006-42 du 26 juin 2006, portant modification de la loi n° 88-1 telle que modifiée et complétée par la loi organique n°95-71 du 24 juillet 1995, JORT, n°52, p.1731.

relation avec la radio et la télévision tunisienne tels que l'ATCE¹¹. Rappelons que cette agence avait mission double, à savoir renforcer la présence médiatique du pays et promouvoir son image de marque à l'extérieur, mais également contrecarrer l'action de propagande antigouvernementale entamée par les opposants politiques ou par les médias étrangers. Trois ans plus tard, la création de l'ONT¹² est venue, en quelque sorte, maintenir le monopole étatique de la diffusion, sa mission étant d'assurer en exclusivité la diffusion des programmes radiophoniques et télévisés.

De l'autre côté, l'État a opéré une certaine souplesse dans le secteur par le changement de statut juridique de la « Radio et télévision tunisienne (RTT) »¹³. Théoriquement, ce changement visait la décentralisation du service public de la radiodiffusion, l'attribution de l'autonomie administrative et financière à l'établissement (qui réunissait alors sept chaînes de radio et deux chaînes de télévision étatiques). Il devait également lui accorder une certaine liberté de gérer le secteur audiovisuel.

Toutefois, l'appareil n'a pas changé de ministère de tutelle, le contrôle *a posteriori*, exercé par le pouvoir central ou l'administration centrale, revenant au seul ministère de l'Information. Dans cette même logique, l'ANPA¹⁴ a été créée quelques années plus tard pour développer davantage les ressources propres de l'établissement en dehors de celles tirées de la publicité et ce, grâce à la vente des programmes recherchés à l'étranger, en particulier dans les pays du Maghreb.

Dans la foulée, une deuxième chaîne publique de télévision baptisée Canal 21 a vu le jour en 1994 à la suite d'une initiative présidentielle. L'objectif de sa création n'était pas de concurrencer Tunis 7, mais plutôt de compléter son action dans le but d'enrichir la télévision publique en Tunisie en s'adressant à un public exclusivement jeune. À ses débuts, la chaîne a pu attirer les jeunes téléspectateurs tunisiens en adoptant une grille de programmes plus ou moins attractive et un rythme vif et plus rapide que celui de la première chaîne nationale. Cependant, son attrait et son succès furent brefs, tant ses débuts ont coïncidé avec la multiplication des chaînes de télévision satellitaires et l'expansion du parc des antennes paraboliques en Tunisie.

¹¹ Loi n°90-76 du 7 août 1990 portant création de l'Agence tunisienne de communication extérieure, JORT, n°52, p.1032.

¹² Loi n°93-8 du 1er février 1993 portant création de l'Office national de télédiffusion, JORT, n°10, p.196.

¹³ Loi n°90-49 du 07 mai 1990 portant création de l'Établissement de la radiodiffusion télévision tunisienne (ERTT), JORT, n°32, p.603.

¹⁴ Loi n° 97-38 du 02 juin 1997 portant création de l'Agence de la promotion audiovisuelle, JORT, n°45, p.1022.

« Parabolisation » et logiques des acteurs en Tunisie :
entre le jeu des publics et des pouvoirs publics

Une des réformes importantes visait l'ouverture de l'espace audiovisuel aux radios et télévisions du secteur privé.

Le 7 novembre 2003, le président Ben Ali a en effet décidé l'attribution d'une fréquence ainsi que le démarrage de Radio Mosaïque, première station radio privée à transmission indépendante sur le Grand Tunis. De même, une deuxième station privée régionale, Radio Jawhara, a été autorisée à émettre depuis juillet 2005.

Dans l'intervalle, une première chaîne de télévision privée, Hannibal TV, a été lancée le 13 février 2005, ce qui l'a placée dans une position de concurrence directe avec les deux chaînes publiques Tunis 7 et Canal 21, mais aussi avec les quelques centaines de chaînes satellitaires dont la majorité est représentée par les chaînes arabes. Son promoteur, Larbi Nasra, est un homme d'affaires tunisien peu connu dans le monde des médias. L'essentiel des programmes de la chaîne est en dialecte tunisien, avec une grille variée et généraliste, visant un public exclusivement jeune et proposant notamment des variétés musicales, des feuilletons, des films et surtout du sport, ainsi que plusieurs productions arabes.

Une deuxième autorisation a été accordée à Nessma TV, une télévision *offshore* lancée le 15 mars 2007 par l'agence de communication Karoui & Karoui, active au Maghreb central depuis plusieurs années. La chaîne a démarré ses programmes avec en émission phare une *Star Academy Maghreb*. Pour le reste de sa grille de programmes, elle propose de la musique, des films, des feuilletons, égyptiens pour la plupart, et des programmes de divertissement.

Autoriser des personnes privées à lancer leurs propres chaînes de télévision dans un paysage où aucune initiative de ce genre n'a existé auparavant peut paraître, *a priori*, une véritable innovation. Or, la pratique montre que l'ouverture du secteur aux initiatives des opérateurs privés obéit elle aussi au contrôle de l'État et en grande partie aux mêmes règles qui régissent les chaînes publiques. Outre les autorisations qui ont été accordées selon « *l'appréciation discrétionnaire de l'Administration, avec parcimonie et de manière inéquitable et opaque* » [Chouikha, 2005-2006], personne ne sait précisément comment les appels d'offres ont été lancés ni à partir de quel cahier de charges, les textes des conventions n'étant plus portés à la connaissance du public. Quant aux critères de désignation des opérateurs - hormis l'allégeance au pouvoir politique - , ils restent indéfinis. Le contenu des programmes de ces chaînes confirme, par ailleurs, que la privatisation du secteur ne suppose nullement une liberté totale pour cette chaîne d'aborder tous les sujets.

Ainsi a-t-on vu Hannibal TV jouer la carte de la prudence en misant sur des programmes de variété et de divertissement plutôt que sur des informations même si, en choisissant dès le lancement une ligne éditoriale distinguée, elle a tenté de traiter certains sujets jusqu'alors tabous dans la télévision tunisienne comme les matchs de football truqués, les mères célibataires, les SDF ou encore le Sida.

Nessma TV observe la même conduite que ses précédentes consœurs, faisant prudemment l'impasse sur les journaux télévisés, les reportages, les magazines et les débats : « *L'information coûte cher et ne rapporte que des ennuis ! Le contenu des programmes sera soft, familial, aseptisé* » [Ghorbal, 2006], c'est en ces termes que l'un des deux promoteurs de la chaîne a présenté l'orientation de celle-ci !

À regarder de plus près, les démarches entreprises par les pouvoirs publics tunisiens pour l'ouverture du secteur et l'assouplissement du monopole reproduisent les mêmes logiques de néo-patrimonialisme¹⁵ mais sous des formes soigneusement « liftées » qui leur garantissent malgré tout une certaine « *respectabilité internationale* » [Chouikha, 2005-2006].¹⁶

3. Les logiques des publics

3.1. Appropriation et « arts de faire »

La notion d'« appropriation » remonte par ses origines à une socio-politique des usages dont les travaux se fondent sur les courants de l'autonomie sociale. Elle recouvre toutes les compétences techniques et cognitives chez les individus et les groupes qui manient quotidiennement une technologie donnée. Au sens que lui donne Serges Proulx, il s'agit d'un procès à la fois individuel et social qui concerne aussi bien la sphère privée que la sphère publique. Ce procès devient, selon Josiane Jouët, l'acte même de se construire en « soi » [Jouët, 2000]. L'appropriation des antennes paraboliques par les publics tunisiens avait été précédée par des réactions et des pratiques qualifiées parfois de « *braconnages* », voire d'inventivité ou de « *poïétique* » [De Certeau, 1980].

¹⁵ L'étatisation de la société (faible degré d'autonomie des institutions sociales et tendance à la monopolisation de l'ensemble des pouvoirs par le centre politique), la privatisation de l'État (appropriation et gestion privée de l'État par les élites gouvernementales) et la clientélisation de la société (allocation des ressources suivant le critère des allégeances)

¹⁶ Plusieurs instances économiques internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce et technologiques comme l'Union internationale des télécommunications insistent dans leurs accords et déclarations sur la nécessité pour les États d'ouvrir au privé le secteur des télécommunications.

« Parabolisation » et logiques des acteurs en Tunisie :
entre le jeu des publics et des pouvoirs publics

Au cours des années quatre-vingts, de curieux outils de vaisselle en aluminium sont apparus partout sur les toits dans les villes côtières du pays dans l'espoir de capter les dizaines de chaînes italiennes qui avaient commencé à voir le jour. Des Tunisiens ont même eu recours à des formes des plus insolites avec des losanges artisanaux de fils de fer à qui on prêtait des capacités supérieures aux antennes terrestres ordinaires. Ces antennes ont connu un développement remarquable tant dans leur nombre que dans leur forme, leur variété ou la hauteur du support. Et l'on allait jusqu'à les équiper de rotors en vue d'une meilleure réception. L'équipement en antennes paraboliques vers le début des années 1990 n'a pas échappé à ces logiques de débrouillardise imposée par les contraintes réglementaires et les prix des équipements - une station complète coûtait entre 650 et 1300 €. Le récepteur analogique était alors un luxe rare que seuls ceux qui avaient le privilège d'avoir des parents à l'étranger réussissaient à acquérir après l'avoir dissimulé dans leurs bagages ou suite à des arrangements avec les agents des douanes. C'était, alors, la seule voie d'obtention d'une antenne parabolique avant que la contrebande ne flaire l'affaire et que de véritables circuits informels ne s'organisent pour en acheminer par milliers au pays. Profitant de l'écroulement du change des monnaies locales pour réaliser des marges bénéficiaires inégalées, cet acheminement se faisait lucrativement à partir de pays voisins comme l'Algérie et la Libye. Des ateliers ont été partout improvisés pour la fabrication de paraboles en fibre de verre de différents diamètres dont des artisans forgerons préparaient les structures et la base de fixation. Des véhicules chargés de nuit dans la discrétion absolue sillonnaient les routes pour approvisionner tout le pays.

Ces logiques de détournement expliquent le décalage entre les chiffres relatifs à l'équipement des ménages tunisiens en antennes paraboliques annoncés par l'INS¹⁷ et ceux du ministère des Technologies de communication¹⁸. En effet, alors que les sources de l'INS évaluaient le parc d'installations de réception par satellite à plus de 356 000 unités en 1999 (sur la base d'une antenne par ménage), le nombre d'autorisations d'installation délivrées par le ministère des Technologies et de la communication atteignait, la même année, à peine les 100 000. Plus des deux tiers des installations d'antennes satellitaires sont ainsi passés par des circuits informels, ce qui confirme l'engouement des Tunisiens pour cette technologie de réception

¹⁷ L'enquête de l'Institut national des statistiques (INS) « Population-emploi » de 1999.

¹⁸ Déterminés à partir du nombre d'autorisations délivrées en vue de l'installation des antennes de réception.

télévisuelle. L'on peut ajouter que, dans la dernière décennie, la vente libre de terminaux numériques indépendants à un prix relativement accessible, parallèlement à l'arrivée d'Internet en Tunisie, avec toutes les possibilités de contournement qu'offre cette technique, a bouleversé la donne. Et l'on a vu, là encore, se mettre en place un nouveau marché parallèle, un nouveau commerce de proximité offrant à chacun, à des prix dérisoires, l'accès aux bouquets numériques de son choix. Des revendeurs spécialisés dans la vente de matériels de réception satellite proposent aux téléspectateurs des cartes pirates pour tout terminal numérique acheté. Une carte, un ordinateur, un câble, un programmeur à puces (fabriqué artisanalement et vendu dans tous les magasins de composants électroniques) et quelques heures de connexion à Internet suffisent pour devenir revendeur de cartes pirates et faire profiter les consommateurs de programmes qui, *a priori*, ne leurs sont pas destinés. Nous pouvons imaginer bien sûr que le facteur économique que représentent les coûts de l'abonnement est à l'origine de ces pratiques illégales, d'autant plus qu'à partir de la seconde moitié des années 1990, une grande partie des chaînes reçues par satellite est devenue payante, donc inaccessible à une majorité de téléspectateurs.

3.2. Appropriation et représentations

Les représentations que les Tunisiens se font de la parabole, telles que nous avons pu les recenser dans notre questionnaire d'enquête, sont nombreuses et traduisent leurs attentes collectives. Il est possible néanmoins de les traiter sous deux grands thèmes : (1) La parabole : une alternative à la pénurie des programmes reçus habituellement ; (2) La parabole : un passeur entre l'intérieur et l'extérieur. Ces deux thèmes sont bien distincts mais pas hermétiques.

La parabole : une alternative à la pénurie des programmes reçus habituellement.

« Vaille que vaille, la télévision nationale avait un quasi monopole et vivait tant bien que mal dans son tête-à-tête avec son citoyen téléspectateur. Cette situation était vraiment confortable et n'avait pas incité ces gouvernants à tolérer, encore moins à encourager, une information objective, pluraliste et crédible. Ils étaient tranquilles » : c'est en ces termes que deux auteurs ont tenté, lors de la seconde phase du Sommet mondial de la société de l'information qui s'est tenu en 2005 à Tunis, de rendre compte de l'état de la télévision tunisienne. Leur constat se traduit par la question suivante : « Où pouvait donc se réfugier le téléspectateur national ? » [Najar, Naji, 2005]. La réponse avait pourtant été apportée quelques années auparavant par les données d'audience mais aussi par l'engouement des Tunisiens pour la

« Parabolisation » et logiques des acteurs en Tunisie :
entre le jeu des publics et des pouvoirs publics

parabole. « Difficile de se contenter des chaînes que nous regardions avant », c'est ainsi que la plupart des personnes ayant répondu à notre questionnaire justifiaient cet engouement. Difficile, car le monopole et la censure concernaient aussi bien les chaînes locales que les chaînes étrangères dont les publics ont pu expérimenter la coprésence sur le territoire tunisien pendant une trentaine d'années :

- RAI Uno diffusée en Tunisie avant même le lancement de la chaîne nationale ;
- la deuxième chaîne (internationale) de la RTT, qui rediffusait certaines émissions empruntées aux trois chaînes françaises (TF1, A2, FR3) jusqu'à la diffusion intégrale et en direct d'Antenne 2 à partir de 1989 ;
- Canal Horizons Tunis, chaîne payante reçue à partir de 1990.

Ces expériences, en dépit de leur ancrage culturel et linguistique différent de celui des téléspectateurs tunisiens ont, elles aussi, été placées sous la vigilance des autorités. La retransmission sur le réseau hertzien des deux premières chaînes pouvait être interrompue à tout moment par des coupures ponctuelles ou durables, à chaque fois que les programmes évoquant la Tunisie déplaisaient aux autorités ou que les scènes diffusées étaient jugées « pornographiques ». La règle était valable aussi bien pour ces chaînes gratuites que pour Canal Horizons dont le cahier des charges comprenait plusieurs restrictions telles que l'absence d'informations, de magazines ou de reportages à caractère politique. La convention stipulait que ces programmes ne devaient comporter ni films violents ou pornographiques, ni autres émissions qui pouvaient être contraires à l'ordre public, aux bonnes mœurs et à la sécurité du pays¹⁹. Ajoutons que le coût d'accès pour les foyers s'élevait à 150 DT d'achat du décodeur et 20 DT d'abonnement mensuel, ce qui a restreint les réseaux d'auditoires. On l'aura compris : la parabole devient « *essentielle pour la télé et pour le téléspectateur, surtout dans un pays comme le nôtre* », à en croire l'un des répondants au questionnaire. Il s'agit ainsi de l'alternative, certainement l'unique, pour pouvoir enfin contourner un monopole et une censure « *très peu respectueuse du téléspectateur tunisien* » [Ferjani, 1995] et pour pouvoir remédier à la pénurie des programmes. Par ailleurs, nous pouvons noter que, dans la plupart des réponses recueillies, le terme « alternative » est placé en

¹⁹ L'article 5 du cahier de charge de la convention qui liait Canal Horizon Tunisie aux autorités du pays.

rapport hyperonymique avec « liberté », « choix », « diversité », « différence », « nouveauté ».

La parabole : un « passeur »²⁰ entre l'intérieur et l'extérieur.

Raymond Williams, théoricien culturel britannique, nota à son époque que les médias audiovisuels, qui représentent la particularité de relier le monde privé au monde extérieur, ont contribué au vingtième siècle, avec les moyens de transport, à un moment de « *privatisation mobile* » (« *mobile privatization* ») [Williams, 1974]. Chaque foyer, relié par les médias à des lieux et des temps lointains, a la possibilité de s'ouvrir sur l'inconnu, d'imaginer et éventuellement intégrer une ou des communautés symboliques. Si ce mouvement est impulsé par la presse écrite au début du siècle dernier, puis accéléré par les médias électroniques, il semble s'accroître avec des technologies plus récentes telles que le satellite. Le parallèle entre cette technologie et l'érosion des frontières nationales confirme ce mouvement et fait apparaître la parabole comme le moyen « *de connaître les évolutions dans le monde* » et « *d'être au courant de l'actualité* », si l'on en croit les participants à ce questionnaire. Certes, ces derniers reconnaissent à la parabole une dimension culturelle mais c'est cependant la dimension informationnelle qui semble être mise en avant. Il suffit pour s'en convaincre de se rappeler le succès de la chaîne Al Jazira auprès des publics tunisiens et arabes d'une manière générale. La chaîne a pu à plusieurs reprises « *pallier les carences de l'information nationale* » [Ferjani, 2002]. Il serait intéressant dans ce sens de revenir, même brièvement, sur certains événements qui ont accompagné l'apparition et la génération de la parabole et qui ont contribué à renforcer sa dimension informationnelle chez les usagers-citoyens. De la crise du Golfe à la dernière guerre israélo-palestinienne, en passant par la seconde Intifada, les attentats du 11 septembre 2001, puis la guerre américaine contre l'Afghanistan et l'invasion américaine de l'Irak en 2003, la période allant du début des années 1990 au début des années 2000 a vu son lot de guerres et de conflits internationaux se succéder. Ces bouleversements, qui touchaient de très près les pays arabo-musulmans, se sont faits avec un rythme si rapide et ont entrecroisé tant de variables historiques, sociologiques, économiques et culturelles qu'aucun support médiatique national (souvent contrôlé par les États) ne pouvait jusqu'alors rendre compte de ces nouvelles réalités. La porte était alors ouverte à une prise de pouvoir explicatif et analytique par certaines chaînes satellitaires. Elles

²⁰ Nous employons le terme « passeur » non pas au sens accordé par Michel Callon et Bruno Latour au mode d'emploi d'une innovation technologique (selon les deux auteurs dans leur paradigme de la traduction, ce support didactique joue le rôle de « passeur » de la technique vers l'utilisateur) mais plutôt au sens d'un lien entre le développement des technologies de communication et la construction de la vie sociale autour du foyer. Ce lien quelque peu paradoxal a toujours été au cœur des travaux sur l'histoire de la télévision.

« Parabolisation » et logiques des acteurs en Tunisie :
entre le jeu des publics et des pouvoirs publics

avaient pour elles la variable temps (instantanéité, rapidité), la variable espace (multiprésence, ubiquité), la capacité de mobiliser les spécialistes de chaque domaine (histoire, géopolitique, stratégie militaire, économie, psychologie, etc.) et surtout la puissance de diffusion au plus grand nombre. La parabole était alors appréhendée comme le moyen de « *libre accès* » à ces nouvelles réalités. Cette appréciation revient dans d'autres réponses sous des expressions qualificatives : « *ouverture sur le monde* », « *richesse informationnelle* » ou, tout simplement, « *un moyen de s'informer sur ce qui se passe ailleurs* », *a contrario* d'une situation antérieure qui est gratifiée de « *coupure du monde extérieur* » ou d'« *une seule version des faits* ».

Conclusion

Le gouvernement tunisien avait raison de craindre la parabole dès le départ. Au début des années 1990, cette technologie avait à elle seule le pouvoir de transmettre aux téléspectateurs tunisiens les images et les informations venues du ciel, sans contrôle, alors que celles-ci avaient toujours été placées sous la vigilance des autorités. Nous l'avons vu, toutes les chaînes de télévisions qui émettaient sur le territoire tunisien, qu'elles soient publiques ou privées, locales ou étrangères, gratuites ou payantes, subissaient, sous des formes plus ou moins différentes, les restrictions des autorités tunisiennes. La parabole a bouleversé la situation aussi bien pour les pouvoirs publics que pour les publics. Ainsi, à l'instar des autres technologies de communication, son insertion dans la société n'était pas anodine. Pendant des années, elle a fait l'objet d'un bras de fer entre ces deux acteurs centraux : l'État, qui l'a appréhendée comme une menace pour sa souveraineté et son monopole sur l'audiovisuel, et les téléspectateurs qui y ont vu un moyen, peut-être le seul, « *d'exploser la bulle* » [Belhassen, 2000] dans laquelle ils étaient enfermés pendant plus d'une trentaine d'années.

Et c'est justement dans l'entrecroisement et la juxtaposition de ces représentations, aussi diversifiées et paradoxales soient-elles, que nous pouvons lire les logiques des pouvoirs publics et des publics. Ces logiques les ont entraînés, durant tout le processus d'appropriation, dans des rapports tout aussi paradoxaux. Nous pouvons les schématiser respectivement de la manière suivante : réticence *versus* engouement ; rejet *versus* appropriation ; restrictions *versus* résistance ; taxation *versus* contrebande ; monopole *versus* détournements. Assurément, la liste n'est pas exhaustive. Mais elle est suffisamment éloquente pour comprendre que ces rapports représentent, par-

delà les paradoxes, dans les logiques et les représentations, une interaction plus complexe qu'une simple relation de cause à effet. Toutefois, les représentations ne permettent pas de comprendre toutes ces logiques. Des facteurs exogènes comme l'évolution de la télédiffusion, la mondialisation des stratégies des opérateurs, l'internationalisation de l'audiovisuel, etc. doivent être pris en compte et peuvent, effectivement, intervenir directement ou indirectement sur le jeu et obliger les acteurs à adopter de nouvelles logiques et à réajuster leurs stratégies en conséquence. Ainsi, l'abandon des lois restrictives vis-à-vis de l'équipement en antennes paraboliques et la restructuration du champ audiovisuel tunisien ne sont pas les résultantes des seuls facteurs internes.

Le phénomène de parabolisation soulève par ailleurs des questions fondamentales sur l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans les sociétés lorsque celles-ci sont, dit-on, régies par des régimes autoritaires, et également sur les manières dont les acteurs, qui ne pèsent pas de la même manière sur le processus d'intégration, négocient celle-ci. Il pose surtout des questions plus larges sur l'avenir de ce que nous avons appelé le long de ce travail « jeu des acteurs » et « rapports des forces ». En d'autres termes; jusqu'à quel point les logiques de contrôle et de censure, de restriction adoptées par l'État peuvent-elles tenir ? Et jusqu'où la résistance de ces sociétés, leur persistance à contrecarrer le pouvoir de l'État et à inverser cette situation peuvent-elles aller ?

Références bibliographiques

- BELHASSEN S., 2000. « Quelle langue pour quelle communication ? L'expérience d'un magazine de télévision », in : BRAS J.-P, CHOUIKHA L. (dir.), Médias et technologies de communication au Maghreb et en Méditerranée. Mondialisation, redéploiements et « arts de faire », Tunis : IRMC, p.95-103.
- CERTEAU de M., 1980. L'invention du quotidien 1- Arts de faire, Paris : UGE.
- CHOUIKHA L., 2005-2006. « L'audiovisuel en Tunisie : une libéralisation fondue dans le moule étatique », L'Année du Maghreb, n °2, p.549-558.
- DE LA HAYE Y., 1982. « Comment les technologies de communication vont-elles changer les rapports sociaux ? », Raison présente, n °61, p.81-85.
- DURAND G., 1994. L'imaginaire. Essai sur les sciences et la philosophie de l'image, Paris : Hatier.

« Parabolisation » et logiques des acteurs en Tunisie :
entre le jeu des publics et des pouvoirs publics

- FERJANI R., 2003. « Du rôle de l'État dans le champ télévisuel en Tunisie : les paradoxes de l'internationalisation », in : MERMIER F. (dir.), Mondialisation et nouveaux médias dans l'espace arabe, Paris : Maisonneuve & Larose, p.153-165
- FERJANI R., 2002. « Internationalisations du champ télévisuel en Tunisie », in : MATTELART T. (dir.), La mondialisation des médias contre la censure, Tiers Monde et audiovisuel sans frontières, Belgique : INA et De Boeck, p.155-175.
- FERJANI R., 1995. L'État et l'internationalisation de la télévision en Tunisie, thèse de doctorat, Université Panthéon-Assas Paris II.
- GHORBAL S., 2006. « Citizen Karoui », Jeune Afrique, <<http://www.jeuneafrique.com/Article/LIN26116citiziurak0/actualite-afriquecitizens-karoui.html>>, dernière consultation le 12 septembre 2010.
- JOUËT J., 2000. « Retour critique sur la sociologie des usages », Réseaux, vol.18, n °100, p.487-521
- LEAL-ADGHIRNI Z., 1996. « Les antennes diaboliques au Maroc », Tiers-monde, n °146, p.331-338
- MADANI L., 1995. « Modalités et usages de la réception télévisée par satellite en Algérie », NAQD, n °8-9, p.31-51
- MILLERAND F., 1998. « Usage des NTICs : les approches de la diffusion, de l'innovation et de l'appropriation », (1re partie), Composite, vol.98, n °1, <http://composite.uqam.ca/98.1/articles/ntic_1.htm>, dernière consultation le 22 septembre 2010.
- MUSSO P., 2009. « Usages et imaginaires des TIC : la friction de fictions », in : LICOPPE Ch. (dir.), L'évolution des cultures numériques, France : FYP, p. 201-210
- NAJAR R., NAJI J. E., 2005. Technologies de l'information et de la communication : de nouvelles opportunités pour les médias au Maghreb, Tunis, CD Rom, Unesco.
- SAKR N., 2001. Satellite Realms, transnational television, globalization and the Middle-East, New York : I.B Tauris
- WILLIAMS R., 1974. Television, technology and cultural form, London : Fontana